



Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
9 septembre 2011
Français
Original: anglais

Groupe d'examen de l'application

Reprise de la deuxième session

Vienne, 7-9 septembre 2011

Projet de rapport*

Additif

IV. Assistance technique

1. Le Président a invité le Groupe d'examen de l'application à étudier la question de la fourniture d'assistance technique visant à satisfaire les besoins identifiés au moyen du Mécanisme d'examen à l'appui de l'application de la Convention. Le Secrétaire s'est félicité des délibérations du Groupe relatives à l'assistance technique et a rappelé la proposition que l'Argentine avait présentée au Groupe pour examen, esquissant des questions touchant au rôle que joue le Groupe en matière d'assistance technique dans le cadre du Mécanisme.

2. Le Groupe était saisi, pour examen, d'une note du Secrétariat sur l'assistance technique à l'appui de l'application de la Convention (CAC/COSP/IRG/2011/CRP.7) décrivant les activités menées, notamment les activités d'assistance législative et de renforcement des capacités au niveau national, ainsi que les outils fonctionnels et les produits d'information qui facilitent la fourniture d'assistance technique. Un autre document avait été présenté au Groupe en vue de ses délibérations sur les activités d'assistance technique visant à satisfaire les besoins identifiés par les États parties pendant la première année du Mécanisme d'examen (CAC/CAP/IRG/2011/CRP.8). Ces documents présentent une gamme d'initiatives d'assistance technique envisagées pour répondre aux besoins actuels identifiés au moyen du Mécanisme d'examen. Le dernier document présenté était une note sur les communications reçues par le Secrétariat de six États parties en réponse à la note verbale CU 2011/126 du 4 août 2011 concernant la fourniture d'assistance technique relative aux chapitres III (Incrimination, détection et répression) et IV (Coopération internationale) de la Convention.

* L'original du présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



3. Des orateurs se sont félicités des documents établis par le Secrétariat, sur la base desquels une discussion préliminaire sur la fourniture d'assistance technique pouvait être menée. Notant que cette documentation n'était pas exhaustive et se fondant sur les réponses des États examinés au cours de la première année du Mécanisme d'examen, le Groupe attend avec intérêt les travaux d'analyse futurs qui s'inspireront des rapports d'examen de pays achevés. Des orateurs se sont félicités en particulier des approches de la fourniture d'assistance technique à trois niveaux (mondial, régional et national) exposées par le Secrétariat. Plusieurs orateurs ont estimé que le Groupe constituait le cadre tout désigné pour examiner l'approche au niveau mondial. Au niveau régional, plusieurs orateurs ont noté que les activités menées par d'autres organismes ou programmes régionaux ou sous-régionaux pourraient également intéresser la discussion. Concernant l'approche nationale, le Groupe a rappelé la résolution 3/4, dans laquelle la Conférence a approuvé l'adoption d'une approche intégrée et coordonnée pour assurer l'exécution des programmes d'assistance technique sous la conduite des pays et axée sur les pays. Plusieurs orateurs ont fait part de leurs expériences en tant que prestataires d'assistance technique en vue de l'application de la Convention, ainsi que, entre autres, dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Il a été noté en particulier qu'une telle assistance englobait les interventions sur le plan normatif, les activités de renforcement des capacités et les activités d'appui sectoriel.

4. Le Groupe a rappelé que l'assistance technique faisait partie intégrante du Mécanisme d'examen et a réaffirmé que ses principes directeurs et caractéristiques, à savoir qu'il devait être transparent, efficace, non intrusif, non exclusif et impartial et n'établir aucune forme de classement, s'appliquaient également à la fourniture d'assistance technique. Plusieurs orateurs ont souligné le rôle important que pouvaient jouer les signataires dans la fourniture d'une assistance technique et la nécessité de communiquer les informations pertinentes.

5. Le Groupe a noté la nature changeante des besoins d'assistance technique identifiés dans le cadre du processus d'examen ou d'autres moyens volontaires à l'aide de la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation. Un orateur a souligné qu'il fallait faire preuve de souplesse dans la manière d'identifier ces besoins. Comme indiqué dans la résolution 3/4, le Groupe a reconnu l'importance de la coordination entre donateurs, prestataires de l'assistance technique et États bénéficiaires pour tirer parti des ressources existantes, accroître l'efficacité, éviter les doublons et répondre aux besoins d'assistance technique des pays bénéficiaires. Il a en outre été noté que la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation permettait d'identifier les programmes d'assistance technique passés ou existants. Des guides et outils, notamment le portail TRACK de l'UNODC (Tools and Resources for Anti-Corruption Knowledge), peuvent également faciliter la diffusion d'informations sur les besoins et la fourniture d'assistance technique. Un orateur a noté que l'Académie internationale de lutte contre la corruption pouvait aussi être une ressource importante en matière de formation. Les initiatives conjointes de l'UNODC et du PNUD visant à fournir une assistance technique en matière de lutte contre la corruption dans divers contextes ont été notées.

6. Plusieurs orateurs ont mentionné les difficultés rencontrées pour établir une distinction entre les activités d'assistance technique en matière de lutte contre la corruption et les activités et initiatives d'assistance plus large dans des domaines tels que la bonne gouvernance et la gestion financière publique. On a fait observer

que les divergences de classification pouvaient avoir un impact sur la fourniture d'assistance technique à l'appui de l'application de la Convention et la communication d'informations pertinentes au Groupe.

7. Le Groupe a appuyé la proposition tendant à ce que le Secrétariat établisse un tableau d'ensemble de l'assistance technique, notamment des compétences disponibles et des programmes existants, et de l'impact d'une telle assistance. Ce tableau faciliterait les délibérations sur les efforts visant à assurer l'adéquation entre la demande et l'offre d'assistance technique. Le Secrétaire a déclaré que le Secrétariat était disposé à établir un tel tableau, notant que les résultats dépendraient de la qualité et de la rapidité des informations fournies par les États parties, signataires et prestataires de l'assistance technique.
